

Union européenne | Paris pose la question de l'immigration

Strasbourg, une porte vers l'Ouest

- ▶ La ville frontière accueille beaucoup de demandeurs d'asile de l'Est.
- ▶ Le pacte sur l'immigration inquiète les associations d'aide aux sans-papiers.

REPORTAGE

VÉRONIQUE LEBLANC
CORRESPONDANTE À STRASBOURG

Strasbourg déroule ses solides en ce dernier jeudi de juin. Quai Saint-Nicolas, non loin de la cathédrale, la façade peinte de la Maison Georges Casalis ne dénote pas dans un quartier historique où l'on aime flâner. L'intérieur est plus modeste. A gauche de l'entrée, une salle avec quelques personnes attablées. Elles n'ont rien à faire. Le cours de français qu'elles attendaient a été annulé, mais elles restent là à tuer le temps sans même que naisse une conversation. Dans l'air, juste une patience un peu lourde qui confine à la résignation.

"Nous sommes tous Tchétchènes", explique Akhmit, un jeune homme qui parle un peu anglais et montre son "récépissé", un document attestant du dépôt de sa demande du statut de réfugié, le 21 février 2008. Lui et les deux garçons de son âge à ses côtés logent au Foyer Notre-Dame. Ils ne pourront pas travailler tant que leur statut ne sera pas accordé et

vivent de la moitié du RMI (+/- 200 €). Ce n'est pas la gloire mais ils sourient. "C'est mieux qu'à Grozny, d'où nous sommes arrivés cachés dans un camion..."

Trois familles à la rue

A l'autre bout de la table, une famille s'est regroupée autour d'une femme et d'un homme plus âgé. Un petit garçon et deux fillettes aux airs de jumelles décalées. Même visage fin, yeux sombres identiques, longs cheveux noirs et bouclés coiffés pareil, toutes deux vêtues d'une robe fleurie, rouge à volants. Des petites filles modèles. Trop sages... Un garçon d'une vingtaine d'années fait partie du groupe. On évite de s'attarder sur son œil perdu et son bras amputé. "Il a été blessé dans un bombardement, il y a huit ans, lors de la deuxième guerre de Tchétchénie, expliquera Simone Fluhr, permanente de l'association Casas, qui s'occupe des demandeurs d'asile. Son père, le premier mari de la femme, est mort dans l'attaque. Les autres enfants sont ses demi-frères et sœurs. L'homme est le second époux." Eux n'ont pas d'endroit où aller car, depuis lundi, la Préfecture a donné consigne au 115 - le numéro d'hébergement d'urgence - de ne plus prendre en charge les primo-arrivants. "Nous avons trois familles à la rue", explique Simone Fluhr, et nous bricolons des solutions de secours avec Caritas. Celle-ci loge dans un hôtel de fortune pour une

semaine. Après, il faudra trouver autre chose."

Strasbourg compte une trentaine de familles de réfugiés tchétchènes dont l'obsession est de ne pas tomber sous le coup, non pas du renvoi vers leur pays d'origine, mais vers la Pologne, premier pays de l'Union européenne où ils ont été contrôlés, comme le prévoit le règlement Dublin II. "C'est devenu quasi systématique, raconte Simone Fluhr. La Pologne reçoit pas mal d'argent de l'Union pour mettre sur pied une politique de contrôles aux frontières efficace, les réfugiés tchétchènes sont interpellés, inscrits dans le fichier Eurodac et emmenés dans des camps où des passeurs les amènent ici ou ailleurs. Dès qu'ils sont recontrôlés, on s'aperçoit rapidement que leur premier pays de transit est la Pologne, et c'est parti pour un voyage retour dont ils ne veulent absolument pas." Pourquoi ? "D'abord parce que la chance d'obtenir le statut de réfugié est infiniment moindre là-bas qu'en France. Ensuite, parce qu'il se dit de plus en plus que les camps de réfugiés polonais sont infiltrés par le FSB (ex-KGB) qui pratique des enlèvements. Et, enfin, parce qu'il arrive que Varsovie décide de confier les demandeurs d'asile dont elle ne veut pas à l'Ukraine et la Biélorussie, qui les reconduisent à la frontière russe, ce qui équivaut pour eux à les jeter dans la gueule du loup. La Pologne, membre de l'Union européenne,

ne se salit pas les mains mais, au bout du compte, ce sont quand même les valeurs communautaires qui sont bafouées..."

"Arbitraires"

Songeuse, Simone Fluhr poursuit : "J'ai parfois l'impression que 65 ans de paix ont gommé une case dans la mémoire collective des Européens. Ils ont oublié que des gens pouvaient tout quitter pour sauver leur vie. Quand ils le font, c'est souvent parce qu'il s'est passé un élément déclencheur : la maison a brûlé, un frère est mort..." Elle poursuit en évoquant la loi du chiffre mise en place par Nicolas Sarkozy à l'époque où il était ministre de l'Intérieur et renforcée lors de son élection présidentielle par la création du ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, dirigé par Brice Hortefeux.

"Avant, on jugeait plus sur la réalité humaine. Aujourd'hui, les décisions sont arbitraires, dit-elle. Un jour de retard dans le renvoi d'un papier et c'est le centre de rétention de Geispolsheim. Si on n'attrape qu'un des membres de la famille, on ne se soucie pas de savoir où sont les autres et les gens sont séparés."

Elle évoque également les contrôles de la police des frontières à hauteur de Sélestat, dans les trains qui viennent de Marseille ou Lyon. "Les gens sont interpellés avant d'avoir pu déposer leur demande d'asile à Strasbourg,

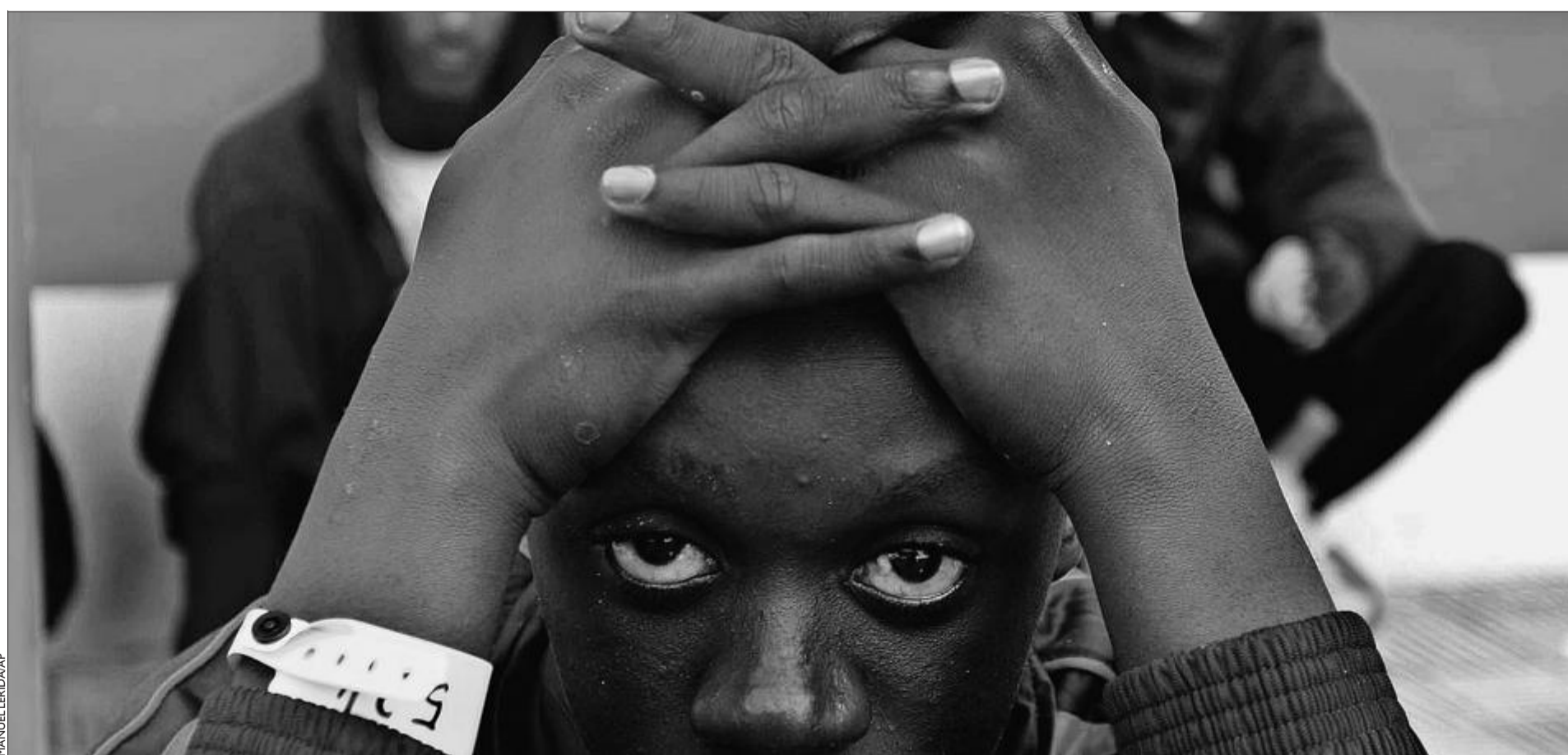
celle-ci sera alors déclarée "dilatatoire", c'est-à-dire non spontanée mais liée à un contrôle ce qui les mènera également à Geispolsheim", explique-t-elle.

Françoise Poujolet, déléguée régionale de la Cimade, une autre association d'aide aux étrangers installée dans la Maison Casalis, la rejoint pour dénoncer les interventions policières juste à proximité de leurs locaux. Il faut dire que la pression est réelle pour des préfets tenus à l'œil par Brice Hortefeux, et les forces de l'ordre à qui l'on a signifié un objectif de 27 000 reconductions aux frontières en 2008.

"Tout s'écroulait"

Les deux femmes sont loin d'être sereines à la perspective de la présidence française de l'Union européenne. Le pacte sur l'immigration ne leur semble pas de bon augure. "On ne sait pas trop ce que ça cache, disent-elles. Ce qu'on voit, c'est que la politique de Nicolas Sarkozy est la plus répressive que nous ayons connue et que c'est une tendance qui se confirme au niveau européen." Elles en veulent pour preuve le vote de la directive "retour", qui établit des procédures communes d'expulsion, le 18 juin dernier au Parlement européen. "J'étais dans l'hémicycle, ce jour-là, raconte Simone Fluhr. "out s'est passé démocratiquement, dans un très bel endroit, sans violence... Et moi, j'ai eu l'impression que l'Europe s'écroulait." ■

ARRÊT SUR IMAGE



Les candidats à l'eldorado européen continuent à se jeter à l'eau

L'archipel des Canaries, les eaux maltaises, l'île de Lampedusa ou les côtes grecques : il ne se passe pas un jour sans que des candidats à l'eldorado européen ne bravent la mer Méditerranée ou l'océan Atlantique à bord d'embarcations de fortune. Un défi pour l'Europe et la

présidence française qui tentent de donner un nouvel élan à leurs politiques d'asile et d'immigration. Lundi encore, 51 migrants, en difficulté après avoir quitté la Libye, ont été secourus par les garde-côtes tunisiens. Dimanche, 179 Africains étaient arrivés à bord d'une barque à

Tenerife. Le nombre des débarquements aux Canaries a cependant nettement diminué depuis l'an dernier, une baisse qui s'explique par l'effet dissuasif du dispositif de surveillance des côtes ouest-africaines par des patrouilles européennes. ■